

## Contre le fascisme : les luttes sociales

**L**ES ACCORDS CONCLUS entre des élus de droite et le Front national nous concernent. Même s'ils résultent de petites combinaisons politiciennes, ils changent durablement la donne politique en participant à banaliser le FN. Même si Millon, Blanc et Baur se voyaient finalement contraints de démissionner, cet épisode laissera incontestablement des traces.

Tous les beaux discours sur les valeurs dont nous abreuvait la droite ont montré leur extrême fragilité. Pour en arriver là, deux défaites électorales successives ont suffi. Au passage, soulignons que cet épisode a eu au moins le mérite de montrer au grand jour qu'obtenir une parcelle de pouvoir est le seul enjeu qui compte véritablement pour tous ces élus.

La droite ne parvient pas à digérer sa traversée du désert, l'idée que celle-ci pourrait être longue lui est insupportable. Aggravant encore ce désarroi, l'affaiblissement politique de la droite n'est pas que conjoncturel, il apparaît comme structurel. Une récente enquête de la SOFRES souligne que la droite voit rétrécir son assise sociologique traditionnelle. Entre 1986 et 1998, le vote pour la droite s'est littéralement effondré chez les cadres supérieurs, passant de 56% à 35%, au profit du Parti socialiste. Ceci tend à démontrer que la social-démocratie, ralliée au libéralisme, devient « l'idéologie » dominante tandis que le P.S. s'affirme progressivement comme le parti de l'establishment.

Dans ce contexte, l'idée de refonder la droite en y intégrant le Front national fait son chemin. Sur ce point, l'opposition, au sein de la droite, entre états-majors et barons locaux ne doit pas faire illusion. Fondamentalement, les dirigeants nationaux reprochent aux élus qui ont cédé d'être trop pressés. Tout est question de rapport de forces, la droite est aujourd'hui trop décomposée pour tenter sereinement un rapprochement avec le Front national. Pour préparer cet *aggiornamento*, les états-majors veulent conserver la maîtrise du calendrier.

À moyen terme, on peut prévoir une évolution « à l'italienne ». Après une opération de relookage et de ravalement idéologique, le Mouvement social italien, devenu Alliance nationale, s'est

parfaitement intégré à la droite classique. Mais le parallèle a ses limites. Reproduire ce processus en France présentera plus de difficultés, essentiellement parce que le FN est porteur d'un discours et d'un positionnement qui fait incontestablement de lui le plus « décomplexé » des grands partis d'extrême droite en Europe.

Dans cette problématique, le discours des médias qui montent en

P.A.C.A. au moins, le FN semble bien parti pour parvenir à ses fins.

### Chantage à l'antifascisme

À court terme, les conséquences politiques des récents accords droite-FN ne doivent pas être sous-estimées. Logiquement, l'ensemble de la classe politique va opérer un nouveau glissement vers la droite. Au R.P.R. et sur les ruines

de l'opposition au FN. et à son idéologie. C'est le contexte politique lui-même qui accentue cette dérive : plus le Front national apparaît, à tort ou à raison, comme se rapprochant du pouvoir, plus la gauche plurielle pourra, faute de mieux, se présenter comme le « dernier rempart ».

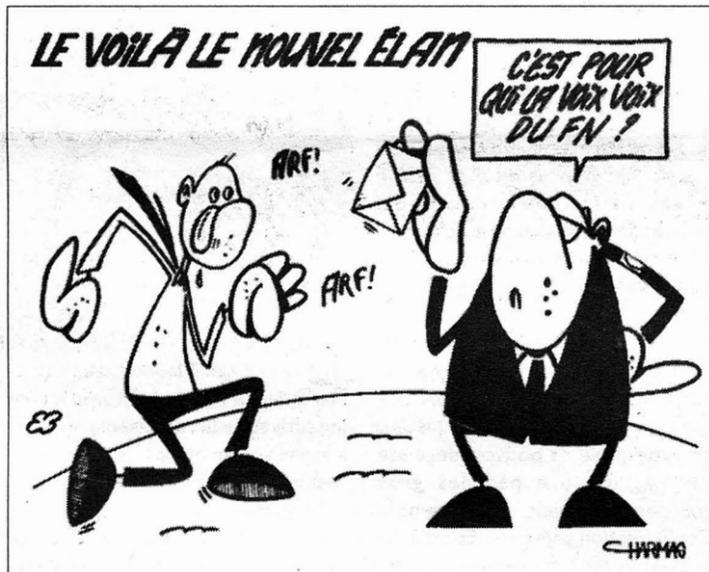
Se résigner à ce « moindre mal », c'est accepter une logique de soumission qui nous conduit depuis des années à subir l'accroissement des inégalités et le développement de la misère et du racisme. Seule l'émergence d'un puissant mouvement social porteur d'un projet de société alternatif au capitalisme peut enrayer cette logique de décomposition sociale et nous faire espérer un autre futur. Nous n'avons pas besoin de chefs pour nous organiser, ni de patrons pour vivre.

Les nombreuses et importantes manifestations de la semaine dernière marquent clairement une évolution vers un antifascisme de plus en plus électoraliste et marqué « gauche plurielle ». La détermination des manifestants n'est pas ici en cause, démontrant l'ampleur

de l'opposition au FN. et à son idéologie. C'est le contexte politique lui-même qui accentue cette dérive : plus le Front national apparaît, à tort ou à raison, comme se rapprochant du pouvoir, plus la gauche plurielle pourra, faute de mieux, se présenter comme le « dernier rempart ».

Se résigner à ce « moindre mal », c'est accepter une logique de soumission qui nous conduit depuis des années à subir l'accroissement des inégalités et le développement de la misère et du racisme. Seule l'émergence d'un puissant mouvement social porteur d'un projet de société alternatif au capitalisme peut enrayer cette logique de décomposition sociale et nous faire espérer un autre futur. Nous n'avons pas besoin de chefs pour nous organiser, ni de patrons pour vivre.

Patrick. - groupe Durruti



épingler les divergences supposées entre Le Pen et Mégret, purement tactiques et tenant essentiellement au profil personnel des deux dirigeants, peut se révéler ambivalent. Aujourd'hui, les médias souhaitent ainsi favoriser le déclenchement d'une guerre des chefs. Mais demain, cette diabolisation à outrance de Le Pen par rapport à un Mégret, présenté comme presque fréquentable, peut favoriser l'*aggiornamento* des droites, si Le Pen venait à disparaître de la vie politique.

Dans toutes les démocraties parlementaires, le système politique est bipolaire. Face à la gauche, entre la droite et l'extrême droite, le problème se résume finalement à savoir qui bouffera qui. La droite est prête à utiliser le FN. comme force d'appoint. De son côté, le Front national compte bien assécher le « maringot de la droite ». Dans la région

de l'U.D.F., les avocats d'une droite de « combat » renouant avec ses « vraies valeurs » ne manquent pas. Dans les prochains mois, ils devraient faire entendre leur voix haut et fort, prétendant ainsi limiter l'espace politique du FN même si les faits démontrent que l'électeur frontiste préfère l'original plutôt que sa copie.

Parallèlement, qui plus est au pouvoir, la gauche plurielle ne manquera pas de tirer argument de ce nouveau contexte politique pour justifier la « plus grande fermeté » face à la contestation sociale : toute remise en cause de l'action gouvernementale étant présentée comme faisant le jeu du FN.

Le gouvernement refusant de régulariser la majorité d'entre eux, des sans-papiers multiplient les occupations pour relancer leur mouvement. Chevenement, notre très républicain

## EDITORIAL

Il y a juste cent ans, en 1898, la troisième République dans son œuvre de législation sociale votait, sous la poussée des radicaux et des socialistes, une loi sur les accidents du travail afin d'améliorer la condition de la population ouvrière. Une loi qui en fait n'était pas aussi progressiste que ce que les dirigeants républicains laissaient entendre puisqu'elle s'appliquait à l'exclusion des travailleurs immigrés. Il n'est alors pas étonnant que dès le début du siècle, le fond des mines par exemple, un des lieux où les accidents étaient parmi les plus fréquents, se soit rempli de travailleurs polonais et italiens puis maghrébins dans les années 20. Une population exploitable à merci et ne bénéficiant pas des « progrès de la république sociale ».

Aujourd'hui, la social-démocratie au pouvoir nous prépare une loi, présentée au conseil des ministres du mercredi 25 mars, visant à endiguer, voire supprimer la misère et l'exclusion. Mais, dans le même temps, elle maintient dans la précarité la plus totale au niveau de leur condition de vie des milliers de travailleurs immigrés sans papier. Les seules perspectives que leur promet notre belle république sont l'expulsion ou au mieux le maintien dans la clandestinité, servant ainsi de main d'œuvre flexible à merci, sans droit ni titre, dans des secteurs tel que le bâtiment ou le textile, et cela au plus grand profit du patronat.

Dernièrement, Tony Blair, le nouveau symbole d'une gauche « républicaine et libérale », affirmait devant les députés français que « la gestion de l'économie n'est ni de droite ni de gauche ; elle est bonne ou mauvaise ». Pour une fois, un représentant de gauche a le mérite d'être clair et de lever l'hypocrisie sur la capacité de la gauche à gérer différemment l'économie. En effet cette division politicienne entre la droite et la gauche n'est finalement qu'une illusion masquant l'action de gouvernements gérant, via l'État, les intérêts des mêmes classes dominantes. Lorsque l'économie est bonne pour les patrons, elle est mauvaise pour les travailleurs et quand elle est bonne pour les travailleurs elle devient mauvaise pour les patrons. Quant aux lois cherchant à colmater cet antagonisme d'intérêt, derrière des effets d'annonces et de bons sentiments « humanistes » affichés, elles ne règlent rien aux causes du problème et prennent bien garde de laisser suffisamment d'échappatoires, de possibilités de détournement pour ne pas entraver la bonne marche des profits. Encore une fois, seule la transformation radicale par l'action directe de ce système économique fondé sur l'exploitation et l'inégalité pourra changer notre quotidien.

ISSN 0026-9433 - N° 1117

M 2137 - 1117 - 10,00 F



Retrouvez  
la Fédération anarchiste sur le web  
Radio libertaire, le Monde libertaire  
<http://www.altern.org/fa>

# Modifiez les gènes : vous multiplierez les dollars !

**E**N NOVEMBRE DERNIER, le gouvernement Jospin autorisait la culture du maïs transgénique en France — une première en Europe. Y aurait-il eu quelques influences de la part de certains industriels ? Peter Brabeck, patron de Nestlé, a bien menacé l'Autriche qu'il fermerait ses centres de production sur place si ce pays insistait sur son refus des plantes transgéniques (notamment le maïs « Novartis », accepté par Bruxelles et par la France). Il faut dire que l'enjeu économique, motivé par les découvertes de la biotechnologie, est colossal ! Du Pont, le numéro 1 mondial américain sur le marché des phytosanitaires, évalue la manne financière à près de 500 milliards de dollars au total ! Car, avant de parler d'éthique, de santé, d'environnement ou de nutrition du tiers-monde, c'est bien de fric dont il est surtout question concernant cette trouvaille de la science génétique. C'est dire qu'un effort tout particulier est consenti par de grands groupes (Monsanto, Du Pont, AgrEvo, Novartis, Zeneca et bien sûr notre cocorico Rhône-Poulenc) sur la recherche agrobiologique. Environ 20% de leur budget recherche est consacré à la biotech-

nologie. Les enjeux sont également « nationaux ». Aux États-Unis, 143 millions de dollars ont été débloqués par le sénat pour un programme de recherche sur le maïs. Mais en France aussi le mouvement s'amplifie : « Fédérons entreprises privées et laboratoires publics autour d'un pôle unique de recherche pour lancer le plus vite possible un vaste programme de recherche génomique en France » (responsables de Biogemma, dans *Enjeux*, mars 1998). Et les espoirs de ces recherches portent essentiellement sur la deuxième génération de produits transgéniques, c'est-à-dire sur des plantes modifiées afin de faciliter leur transformation ou d'améliorer leur qualité nutritionnelle (tomates plus sucrées, cotons « naturellement » colorés, etc.).

## Contrôle global de la chaîne économique

Si la recherche biotechnologique intéresse les agrochimistes (la firme Monsanto a lancé sur le marché un soja résistant à l'herbicide « Round-Up »... qu'elle fabrique exclusivement !), elle attire aussi forcément les semenciers. Ceux-ci s'associent avec les agrochimistes (Limagrain et

Pau-Euralis, respectivement troisième semencier mondial et numéro 2 français, s'associent et créent Biogemma qui rentre en partenariat avec Rhône-Poulenc) ou se font carrément bouffer par les groupes américains et anglais tels Zeneca ou Monsanto.

Il est évident que les agrochimistes, pour écouler leurs marchandises, les O.G.M. (Organismes génétiquement modifiés), ont besoin des semenciers. Leur intérêt, et il n'est pas des moindres, est bien de contrôler toute la chaîne des transgéniques, de l'élaboration des gènes à l'alimentation (agroalimentaire), en passant par les semences, et donc l'agriculture. Pour les semenciers, c'est fait. Pour le reste, ce n'est plus qu'une question de temps ! Et les ogres de la « génomanie » (les apprentis-sorciers) de lorgner bigrement sur l'industrie agroalimentaire (Du Pont a déjà racheté une société spécialisée dans les protéines de soja).

Par le fait, ils forcent l'agriculture à devenir de plus en plus dépendante et ciblée (« L'agriculture sera un levier pour l'industrie, elle pourra répondre à des contraintes de formulation et de process en modifiant les matières premières » dit A. Mecean, directeur scientifique du centre technique interprofessionnel des oléagineux métropolitains, dans *Enjeux*, mars 1998). Il faut dire que, comme d'habitude, la carotte fait avancer les ânes ! 500 F de gain net par hectare, voilà qui peut donner à réfléchir à nos chers « industriels de la terre ». C'est pourtant le gain acquis par les agriculteurs américains malgré 25% de surcoût sur le maïs résistant à la pyrale (sorte de chenille), mis au point par Novartis.

Heureusement, certains s'inquiètent de cette prise de pouvoir déguisée sur l'agriculture par des gros groupes industriels, notamment la Confédération paysanne. Et nous ne pourrions leur donner tort : « aux États-Unis, les contrats signés avec Monsanto sur le soja condamnent le cultivateur à n'utiliser qu'un herbicide et l'obligent à racheter la semence chaque année, alors que la plante produit sa propre graine » (*Enjeux*, mars 1998).

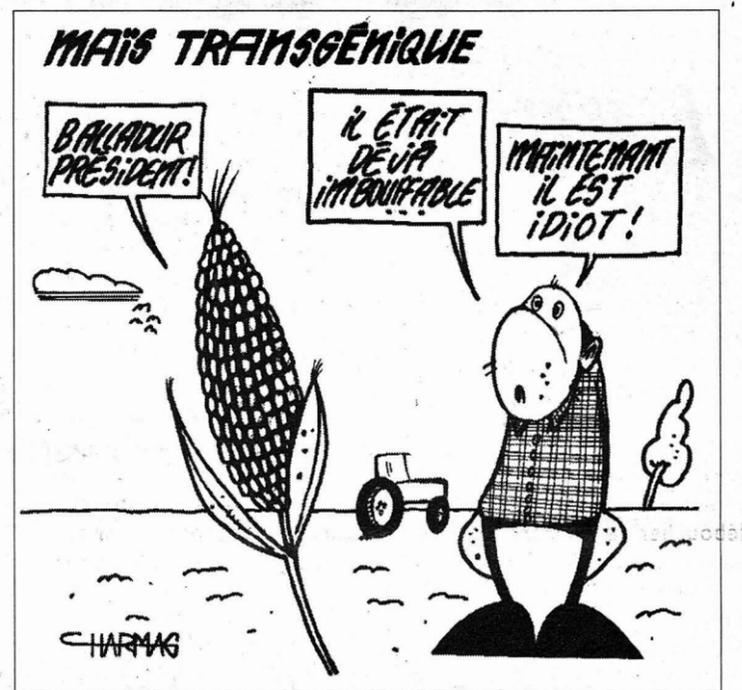
## Et les consommateurs ?

Certain, afin, semble-t-il, de se donner bonne conscience, répliquent qu'en fait les consommateurs auront le dernier mot. Foutaise ! D'une part, des groupes de l'agroalimentaire, tel Nestlé, sont nettement pro-O.G.M., « sans état d'âme ». Ensuite, les gros distributeurs trouvent là un moyen de s'en mettre plein les poches. Comment ? C'est

simple : les consommateurs (ou tout au moins une partie d'entre eux) ont peurs des O.G.M. ? Il suffira donc de créer des produits certifiés sans O.G.M... et de les vendre plus cher. « On ne peut exclure qu'il y ait une clientèle prête à payer plus cher pour disposer d'un produit sans O.G.M. » déclarait Stefano Meloni, président d'Eridania-Beghin-Say, dans les colonnes de *La Tribune*. Casino, Carrefour, les centres Leclerc ne veulent pas d'O.G.M. dans les produits vendus sous leurs propres marques. Cette politique qui ressemble plus à une opération marketing qu'à une prise de conscience

mistes mondiaux veulent ainsi imposer, et leur diktat économique aux producteurs, et leur camelote aux consommateurs. Une pierre deux coups pour un jeu plutôt juteux. Évidemment, pour faire avaler la pilule aux réticents, ces cochons de service n'hésitent pas à débiter des facteurs prétendument positifs à la vulgarisation des O.G.M. Par exemple : « C'est la seule solution capable de concilier la croissance démographique, la baisse des surfaces cultivables et la sous-nutrition ».

Balivernes ! Une seule raison motive ceux qui en ont et n'en auront



écologique est un leurre à moyen et long terme car il faudrait alors doubler la filière récolte et transport, ce qui provoquerait un manque évident à gagner pour nos pachydermes de la distribution capitaliste. Les produits « sans O.G.M. » ne seront donc que des marchandises de luxe (un peu comme les « bios » aujourd'hui) réservés à une certaine classe (ceux qui ont vraiment les moyens de préserver leur santé !), la « masse » se suffisant du reste... Car c'est bien vers le tout-O.G.M. que l'on va. Un chiffre : de 50% à 60% des produits incorporent le soja ou ses dérivés, tels la lécithine. Or, si au États-Unis le soja transgénique représentait 1% de la production en 1996, il atteindra 30% en 1998, et la quasi totalité d'ici quelques années.

« Plus d'une vingtaine de variétés de coton, maïs, colza, tomate ou courgette transgéniques seront cultivées cette année sur 25 millions d'hectares, soit trois fois la surface céréalière française » (*Enjeux*, mars 1998). Ne vous l'avez-je pas dit que l'enjeu est colossal... pour certain ?

En contrôlant l'ensemble de la filière, les gros groupes agrochi-

jamais assez : le fric et la dépendance de la planète entière à leur égard.

## Conclusions

Malgré l'enjeu, humain et écologique, engendré par de telles pratiques, il ne faudra donc pas s'attendre à un réel débat public, une fois de plus\*. Faut-il d'ailleurs s'en étonner ? En tout cas, les progrès scientifiques et leurs applications guidées par les intérêts financiers et « nationaux » (ça va de pair !) ne font que renforcer l'idée que seule une société libertaire sera à même de garantir et de maintenir aux individus la liberté de choix et l'élaboration d'une véritable éthique face à ces menaces.

## P.C.

\* Un « grand » débat aura lieu les 20 et 21 juin sur les O.G.M. À en croire la revue *Enjeux*, « un panel d'une quinzaine de personnes représentatives (?) suivra deux week-end de formation avant de participer à une conférence de trois jours avec des experts. À l'issue de cette confrontation, les membres du panel rédigeront un texte exprimant "l'opinion publique" ». Il est à supposer que ce « panel » sera bien formé afin de garantir l'assentiment populaire pour le progrès !

## Autorisation de prélèvements

- 80 F par trimestre abonnement normal
- 100 F par trimestre abonnement de soutien

N° NATIONAL D'EMETTEUR  
N° 42 25 73

ORGANISME CREANCIER  
PUBLICO — LE MONDE LIBERTAIRE  
145, rue Amelot 75011 Paris

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde libertaire. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal Le Monde libertaire.

Date  
Signature obligatoire

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER (lettres capitales)

NOM \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Localité \_\_\_\_\_

NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT DU COMPTE A DEBITER (votre banque, ccp ou Caisse d'épargne)

NOM \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Localité \_\_\_\_\_

DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER  
Etablis. Codes Guichet N° de compte CIB RIB

lemonde  
**libertaire**

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot  
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08  
Fax : 01 49 29 98 59

## Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)  
Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Pays ..... A partir du n° .....(inclus).

Chèque postal  Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication : André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - La Vigie  
Diffusion N.M.P.P.

**abonnez-vous!**

## Grève enseignante La Seine-Saint-Denis se mobilise

L'AURA FALLU QUE LE RAPPORT présenté par le recteur d'académie Frottiez mette en avant la situation dégradée de l'enseignement en Seine-Saint-Denis (1), pour que le ministère se décide à faire quelque chose.

Mais, au vu de l'ampleur des besoins, le « plan de rattrapage », proposé le 2 mars dernier par S. Royal et C. Allègre, a été reçu par les enseignants du département comme une véritable provocation. Car, derrière l'effet d'annonce, ils ont rapidement réalisé le vide des propositions. D'abord, seuls les collèges bénéficieront de ce plan. Et si deux cents postes supplémentaires sont prévus en deux ans, cela ne représente jamais qu'une moyenne de cinq heures supplémentaires par collègue, ce qui, pour certains d'entre eux, ne permettra même pas de compenser les suppressions déjà prévues. Quant à la décision de doubler le nombre des aides-éducateurs, cela ne représente pas grand-chose dans la réalité puisqu'aujourd'hui déjà, moins de la moitié des postes créés sont pourvus (42%).

### Un mouvement en crescendo

Dans les collèges, un mouvement de grève a été lancé le 12 mars pour déboucher, le 17 mars, sur une manifestation de 3 000 personnes (une soixantaine d'établissements en grève). En primaire et en maternelle, cette semaine a permis de préparer la mobilisation des enseignants et des parents d'élèves qui ont appelé pour le 21, à une journée « Ecole déserte ». À l'appel des organisations de parents d'élèves (F.C.P.E.) et des organisations syndicales enseignantes (F.S.U., C.G.T., C.F.D.T., S.U.D.), cette journée a été marquée par une manifestation avec les enseignants des collèges au ministère qui a rassemblé 5 000 personnes. La semaine suivante a été marquée, le jeudi 26 (jour de la réunion du Comité départemental de l'Éducation nationale, qui décide de la carte scolaire), par une journée de

grève dans les écoles et les collèges (68% de grévistes, selon le S.N.E.S.) et par le rassemblement d'environ 12 000 personnes.

Dans le même temps, les négociations, engagées avec le ministère, ont débouché sur l'ajout de cinquante heures aux mille heures d'enseignement qui avaient été proposées, le 2 mars, par le ministère. Aucune autre mesure n'a été proposée, ni pour le Premier degré, ni pour les lycées. La F.C.P.E. (fédération de parents d'élèves) et le S.E.F.E.N., qui avaient appelé à la mobilisation, ont accepté ces bases de négociations. La F.S.U., quant à elle, s'est refusée à poursuivre les négociations et a appelé à poursuivre l'action.

Dans les écoles, la situation est assez indécise : si certaines écoles ont paru modérément mobilisées, d'autres ont poursuivi l'action, à l'exemple des collèges, par une grève reconductible dès le vendredi 27. Il a été décidé de participer à la manifestation organisée, le samedi 28, contre le Front national (et c'est de circonstance puisque, selon C. Allègre, nous soutenions le Front national en manifestant le samedi 21 mars) et de préparer activement la nouvelle journée de grève du mardi 31 mars, à l'appel du S.N.U.-ipp (syndicat F.S.U. du Premier degré). La semaine qui s'annonce sera donc déterminante, selon qu'elle permettra ou non une forte mobilisation pour l'action du 31 mars, d'autant que les vacances de Pâques approchent.

### P.B. Groupe Poulaille

(1) Notamment le record d'échec au bac : un élève sur deux. Si l'on trouve, parmi les raisons de ces échecs, une situation économique et sociale catastrophique, il faut aussi voir les effets de la dégradation continue, depuis plus d'une dizaine d'années, des conditions d'enseignement : 20% de scolarisation des enfants de 2 à 3 ans (la moitié du taux de scolarisation au niveau national), plus de 30% de postes vacants pour l'enseignement spécialisé (A.I.S.) en primaire, près de 200 postes d'enseignants et 650 postes du personnel non-enseignant dans le secondaire.

■ Le numéro d'avril du journal *Alternative libertaire* est sorti. Au sommaire : *L'AMI ou le capitalisme cannibale ; Le neo-liberalisme ou le culte de la mort ; Loi sur les 35 h : les pièges de l'annualisation du temps de travail ; Occident, XX<sup>e</sup> siècle : de l'asservissement des populations ; Belgique, état des lieux d'une non nation ; L'utopie est trop sérieuse pour la laisser aux anars ; Les feuillets de la Liaison Antiprohibitionniste. Alternative libertaire est disponible par correspondance : 100 Fb ou 20 Ff ou l'abonnement pour 10 numéros 700 Fb ou 150 Ff. (chèque à l'ordre de Roger Noël). Alternative libertaire - Boite postale 103 - 1050 Ixelles 1 - Belgique*

### CRÉTEIL

## Les sans-papiers occupent une cathédrale

Lundi 23 mars à 17 heures, un premier groupe de sans-papiers pénètre dans les locaux que l'évêché a mis à leur disposition : une salle de réunion, un grand couloir, une petite cuisine, des sanitaires, pas de douches. Par petits groupes, les autres suivent. Au total, c'est près d'une centaine de sans-papiers qui réalisent ce qu'ils réclamaient depuis des semaines : l'occupation d'un lieu public.

La grande majorité est composée d'ouvriers célibataires, organisés dans les foyers d'Ivry et de Vitry ; tous ou presque ont été « recalés » par la préfecture, même s'ils ont prouvé leur présence en France depuis dix ans et plus. Les recours sont restés sans réponse depuis des mois maintenant. La moitié seulement des sans-papiers restera pour la nuit, le local est trop petit pour loger tout le monde, et on manque de matelas.

Les jours suivants, l'ambiance est bonne, on reçoit beaucoup de visites, des représentants des autres collectifs de sans-papiers de la région parisienne, des syndicalistes, des étudiants de l'université Paris XII située en face des locaux occupés. Mais surtout, tous les jours, les copains des foyers viennent témoigner de leur solidarité active, beaucoup sont prêts à participer à l'action, et on songe à l'extension du mouvement.

Les sans-papiers tiennent tous les jours une assemblée générale où chacun peut parler, où on décide collective-

ment, et où on se donne les moyens d'appliquer les décisions prises. Il est clair que quelques individualités sont mises en avant, mais chacun fait l'apprentissage de la démocratie directe. L'occupation est active, des milliers de tracts ont été diffusés par une commission *ad hoc*, un fort groupe d'occupants a rendu visite aux sans-papiers de la cathédrale d'Evry occupée depuis plusieurs semaines. La collecte de fonds est permanente et nécessaire, donc si vous passez par Créteil...

Les sans-papiers du Val-de-Marne, bien organisés, appuyés sur les foyers, inscrivent leur mouvement dans la durée, et sont prêts à tenir le temps qu'il faudra, malgré la police qui rôde et la passivité des grands médias, qui ont attendu 48 heures pour diffuser la nouvelle.

Les libertaires, Fédération anarchiste et C.N.T.-A.I.T. soutiennent ce mouvement depuis longtemps, et nos compagnons sans-papiers savent qu'ils peuvent compter sur nous.

Max - groupe Elisée Reclus

Dans un tract daté du 23 mars, le M.R.A.P. dit « les sans-papiers se réfugient dans la cathédrale de Créteil » ; dans un tract daté du 26 mars, il dit que les sans-papiers « occupent » la cathédrale... Il est vrai qu'entre temps le Collectif des amis du Parti socialiste organisait la grand-messe anti-F.N., et que les « réfugiés » n'étaient pas très coopératifs pour marcher aux côtés de leurs expulseurs gouvernementaux.

### SANS-PAPIERS

## L'heure de vérité

LE 30 AVRIL, À LA FIN DU MOIS, la procédure de « régularisation » des sans papiers entamée au sortir des élections législatives devrait être close. La loi Chevènement a quant à elle été examinée en deuxième lecture par l'assemblée nationale courant février dans l'indifférence générale, hormis un communiqué commun des associations (L.D.H., M.R.A.P., G.I.S.T.I...) dénonçant les durcissements apportés à ce texte. Et ce sont seules les actions des collectifs de sans-papiers, bien plus enclins maintenant à compter les refus de régularisation tandis qu'approche l'échéance définitive, qui ont rappelé à l'opinion publique que le problème des lois xénophobes est loin d'être réglé par la gauche plurielle.

Dès le mois de décembre, le collectif de Lille entamait une grève de la faim de 68 jours qui lui permit de faire sortir de l'ornière une dizaine de sans papiers. En Nouvelle-Calédonie, la mobilisation a contraint le report de l'expulsion d'une centaine de Chinois par avion

(on rappelle que Jospin a promis qu'il n'y aurait plus de « charters ») en occupant l'aéroport. Le 7 mars, un collectif de l'Essonne investissait la toute neuve cathédrale d'Evry, le 15 mars, un autre occupait l'église Saint-Pierre du Havre... Le 10 à Marseille, des manifestants troublaient le meeting de la gauche plurielle en dénonçant les expulsions d'Algériens qui continuent... A Lille, le comité des sans-papiers manifestait le 12 à Lille-Sud devant la salle du meeting de Pierre Mauroy pour les régionales, meeting auquel on lui avait refusé l'entrée. Il était également représenté le 15 devant les locaux du P.S. où un rassemblement de chômeurs en colère accueillait les tout nouveaux élus socialistes. Le 20 mars, plusieurs centaines de personnes défilaient à Evry pour soutenir les sans papiers.

### Une répression de gauche

Le gouvernement a choisi de répondre à ce regain de mobilisation par la matraque et la criminalisation. Le 15 également, une centaine de « deboutés » de la circulaire Chevènement prenaient possession à Paris de Notre-Dame de la Gare. Le lendemain matin, tous furent interpellés. Un rassemblement de protestation fut dispersé le soir même par la police. Le 18, des sans-papiers investissaient l'église Saint-Jean de Montmartre à Paris, pour en être aussitôt expulsés. Cinquante d'entre eux font maintenant l'objet d'arrêts de reconduite à la frontière ! Voir se développer, à l'approche du bilan définitif de sa vaste opération de fichage, des actions multiformes qui pourraient permettre des abcès de fixation comparables à ce que fut Saint-Bernard, c'est la hantise du ministère de l'Intérieur et de la gauche. Et c'est ce qui motive, à l'instar des méthodes déjà employées contre le mouvement des chômeurs, une telle répression.

Fin février, Chevènement chiffrait à 62 000, le nombre de dossiers de régularisation déjà traités : 32 000 régularisations et 30 000 refus. Il pronostiquait des proportions semblables (50/50) pour l'ensemble des 150 000 demandes.

C'est dire l'ampleur du travail qu'il reste encore à accomplir aux sans papiers ainsi qu'aux organisations et individus qui les soutiennent. L'heure approche des expulsions, des aides au retour forcé, des descentes au petit matin blême dans les foyers de travailleurs immigrés, comme ce fut déjà le cas en 1981 après la régularisation de 180 000 personnes. Foyers, qui sont depuis de longues années dans le collimateur de l'État.

L'exemple de la mobilisation calédonienne comme les précédentes luttes et grèves de la faim prouvent qu'il est possible de faire reculer l'État. On s'y colle tous ensemble ?

Bertrand Dekoninck  
groupe Humeurs noires (Lille)

Certains amendements concernent les étudiants ou les jeunes entrés hors regroupement familial. D'autre part, la loi qui entérinerait le délit de solidarité (article 21 de l'ordonnance de 1945), tout en excluant de poursuite judiciaires les membres de la famille proche et les associations, a été durcie : seules les associations à but humanitaires « dont la liste est fixée par le ministère de l'Intérieur » ne pourront être inquiétées par ce délit, à condition que leur intervention soit conforme à leur objet. Ce qui laisse entendre que toute aide, y compris juridique, tombe sous le coup de la loi.

On se souvient du rapport Sauvaigo, avant la loi Debré, qui se proposait d'en raser une partie. On se souvient également de la lutte du foyer Nouvelle-France à Montreuil en 1996 contre sa fermeture. L'U.N.A.F.O., qui regroupe une quarantaine d'associations et la Sonacotra, vient d'adresser un signal d'alarme : « depuis dix ans, le Fonds d'Action Sociale pour les travailleurs immigrés et leur famille se désengage du soutien économique de nos établissements ». Source ASH n° 2059, 20 février 1998.

## En bref

## Si la misère favorise le racisme, ce sont les politiciens (de droite comme de gauche) qui engraisent le F.N.

Comment ne pas dénoncer la droite et la gauche qui ont tout fait pour mettre le F.N. au centre de la « vie » politique ? Comment croire aux « indignations » contre l'élection de J.-P. Soisson, alors que celui-ci a été le ministre de Mitterrand ? Comment croire au combat de Chirac contre le F.N., alors qu'il y a peu, il dénonçait « le bruit et les odeurs dans les HLM » ?

Comment ne pas être enragé par un gouvernement qui tentait encore cette semaine d'expulser les boat-people de Nouméa ou des maliens dans un charter « déguisé » ? Si une partie de la droite collabore avec le F.N., la gauche nous prend pour des cons.

Ils prétendent tous combattre le F.N., alors que dans leur commune, leur

département ou leur région ils appliquent déjà des idées de Jean-Marie Le Pen.

En votant les lois Pasqua-Debré-Chevènement; en refoulant et en expulsant les sans-papiers; en criminalisant le mouvement des chômeurs précaires; la Gauche plurielle fait plus que renier ses promesses (ce qui était prévisible), elle prend à son compte une partie des idées véhiculées par la droite et l'extrême droite.

### Pouvait-il en être autrement ?

Quand la loi Jospin-Chevènement désigne une fois de plus les immigrés comme responsables du chômage, c'est bien là toute la propagande du F.N. qui

est crédibilisée et renforcée par l'action du gouvernement.

Comme pour les privatisations, les licenciements dans les grands groupes, les 35 heures, Jospin et son gouvernement n'ont pas « trahi ». Il gère (avec tout le réalisme qui convient) un système qui ne lui permet pas de proposer une alternative aux logiques économiques du capitalisme. En acceptant le jeu du parlementarisme, la gauche accepte aussi les lois de « l'économie de marché ». Ce gouvernement - comme les autres - est incapable d'enrayer la progression de la misère et de réduire le chômage. Il a donc besoin d'un bouc émissaire: l'immigration clandestine et d'un épouvantail électoral: le Front national.

### Pour éliminer le F.N. combattons les racines du mal: le capitalisme

La misère engraisse le racisme et ceux qui en vivent. Pour faire reculer le fascisme, il faut combattre les logiques d'exploitation, de profits et amorcer une rupture fondamentale avec les politiques précédentes. Il est clair que nous n'avons rien à attendre d'un gouvernement, quel qu'il soit. C'est ce qu'ont compris les sans-papiers ou les chômeurs en restant maîtres de leur lutte. Pendant les manifestations les sans-papiers continueront de se battre contre l'arbitraire du gouvernement. Pour retrouver leur dignité, les chômeurs exigent l'égalité sociale. Victimes de la course aux profits, d'autres lutteront contre leur licenciement, etc. C'est pourquoi les militants de la Fédération anarchiste n'entendent pas participer à une opération de propagande pro-gouvernementale. Dans nos quartiers, nos fachs, sur notre lieu de travail, nous continuerons à développer des luttes, des pratiques débouchant sur plus de liberté et d'égalité pour les individus, plus de fraternité entre les peuples.

Fédération anarchiste

## Pour le « Chat noir » la liberté d'expression à un prix: 26 801 F

Le *Chat noir*, journal communiste libertaire et d'écologie sociale de Champagne-Ardenne, vient d'être définitivement condamné par la cour d'Appel de Reims à payer un total de 26 801 F pour un « délit de diffamation »!

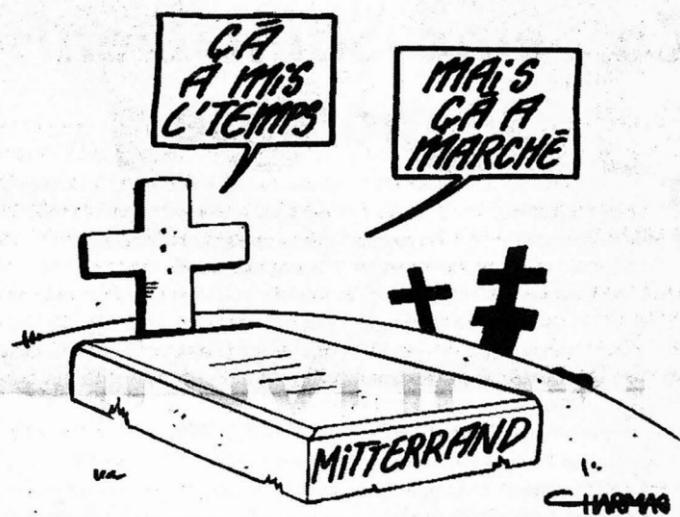
Début avril 1996, *Le Chat noir* avait publié un article signé d'un pseudonyme, Hector, et intitulé: « Pauvre Georges, ils souillent ton nom! » Cet article dénonçait certaines pratiques sur le terrain d'une Maison de jeunes et de la culture (M.J.C.) implantée dans un quartier populaire de la ville de Reims et baptisée: « M.J.C. Georges Brassens ». Cet article s'appuyait sur des articles de la presse locale, des documents internes à cette structure, des témoignages.

Tout ceci montrait l'utilisation par cette M.J.C. des forces répressives de l'État (police et justice) contre toute forme de délinquance, l'utilisation systématique de jeunes précaires du quartier à qui on faisait des promesses d'embauche, lesquelles restaient lettre morte, mais cela permettait de canaliser un temps les jeunes de cette Z.U.P., quitte à leur donner matière à désespérer davantage!

Le *Chat Noir*, tiré à 350 exemplaires et vendu à 8 F ne peut pas, seul, faire face à ces amendes. Ce procès concerne toute la presse libertaire, alternative, car ses attendus peuvent servir à tout moment d'arguments pour condamner toute autre publication.

Alors n'hésitez pas à nous faire parvenir votre soutien, si minime soit-il à: EGREGORE, B.P. 1213, 51058 Reims cedex; chèques libellés à l'ordre de « La Galère-Chat Noir ».

## VENDEDI NOIR



## Justice nulle part

Jeudi 26 mars, 23 h 30, chambre 23 ter du Palais de justice de Paris, le verdict tombe contre les quatre chômeurs accusés de vol, complicité de vol, aide à la fuite, destruction de matériel, violence à agents dans l'exercice de leurs fonctions lors de l'opération « Cash converter », supermarché qui fait son beurre sur le dos des plus pauvres (cf M.L. n° 1111). Il faut noter l'absence de plainte de la part du directeur de l'établissement, et celle de parties civiles lors du procès. Malgré les plaidoyers des avocats qui démontent un par un tous les chefs d'accusation, malgré les témoignages discordants et contradictoires des flics témoins à charge, la cour n'en a cure et condamne les copains à de lourdes peines: pour trois d'entre eux quatre mois avec sursis et deux ans de mise à l'épreuve; peines de sursis demandées par le procureur de la République, augmentées de Travaux d'intérêt général (T.I.G.) et de mise à l'épreuve par le juge! N'oublions pas les 15 jours fermes de préventive déjà effectués.

Ce verdict tombe tel un couperet après le jugement des deux copains de Clermont-Ferrand qui écopent de huit jours avec sursis et de cinq ans de mise à l'épreuve, la réquisition du procureur de six mois fermes pour le président du C.I.R.C. et les expulsions massives de sans-papiers. À l'heure où le P.S. et ses alliés manifestent contre le F-Haine, le gouvernement applique les directives fascistes en criminalisant le mouvement social, en bon chien de garde qu'il est du capital et de l'ultralibéralisme. Nous ne pouvons que nous révolter contre cette politique réactionnaire en radicalisant encore et toujours notre lutte. Montrons notre détermination en étant nombreux à soutenir Dimitri (1) qui sera jugé le 1er avril à la chambre 23 ter de Paris et Christophe le 11 juin à Lille.

Pascal. - groupe Louise Michel (Paris)

(1) inculpé de violence à agent lors d'une évacuation d'A.S.S.E.D.I.C.

# Procès contre le Monde libertaire: Solidarité

Le collectif noiséen de vigilance et d'action citoyennes contre l'ordre moral réagit aux procès intentés par le maire de Noisy-le-Grand au groupe Sacco et Vanzetti de la F.A. et au Monde libertaire. Parmi les membres du collectif, la discipline électorale a engendré deux trahisons: le Mouvement des citoyens et les Verts (en l'occurrence J.L. Benhamias, porte-parole national).

Nous appelons toujours à:

Signer la pétition (texte disponible à la librairie du Monde libertaire)

Téléphoner:

à « M. Pajon à votre écoute » tous les jeudis de 18 h à 20 heures au 08 00 816 816

au standard de la mairie: 01 45 92 75 75

Le Conseil municipal de Noisy-le-Grand a autorisé le Maire à porter plainte à la suite du placardage d'affiches rappelant qu'il avait autorisé la construction d'une église intégriste, repaire de militants d'extrême droite.

L'apposition de ces mêmes affiches avait déjà fait l'objet d'une plainte il y a un an qui avait été classée sans suite.

Cet acharnement paraît être révélateur d'une conception particulière qu'a Monsieur Pajon de la liberté d'expression des partis politiques.

Dans le même temps, la majorité municipale dans sa quasi-totalité a sous-estimé les conséquences principales de ce vote.

Cette sous-estimation est un facteur de division face à l'extrême droite et elle encourage, de fait, une atteinte inacceptable envers les organisations politiques et le débat démocratique.

Un personnage public s'expose naturellement à la caricature, à la contestation de son action, à la critique. Cela n'a rien à voir avec l'attaque de la vie privée de tel ou tel individu, attaque condamnable bien entendu.

En outre, en dehors des propos racistes, xénophobes ou révisionnistes, le pluralisme politique est une donnée fondamentale du fonctionnement démocratique de notre pays.

Pour ces raisons, le Collectif noiséen de vigilance et d'action citoyennes contre l'ordre moral condamne sans réserve cette manipulation du débat d'idées et considère cette décision municipale comme une erreur dangereuse tendant à limiter la liberté d'expression à Noisy-le-Grand. Il regrette que tant d'énergie soit déployée à entraver des actions militantes contre l'extrême-droite alors que l'on doit attendre d'une majorité de gauche qu'elle les encourage. C'est un coup contre la lutte anti-fasciste.

### La liberté d'expression est attaquée

Michel Pajon a porté plainte contre l'hebdomadaire Le Monde libertaire pour un article sur Noisy-le-Grand qui rappelait qu'il avait refusé de faire nettoyer des inscriptions fachos sur les murs de la ville, et reproduisant l'affiche du groupe Sacco et Vanzetti contre l'implantation d'une église intégriste.

C'est le troisième procès fait au Monde libertaire depuis la guerre d'Algérie. Avant Michel Pajon, seuls Jean-Marie Le Pen et Jean-Louis Debré avaient en effet porté plainte contre l'hebdomadaire. Pajon réclame pas moins de 100 000 F de dommages et intérêts!

Cette atteinte à la liberté d'expression et, au-delà au pluralisme politique, est inacceptable. C'est pourquoi, le Collectif noiséen de vigilance et d'action citoyennes contre l'ordre moral appelle à un rassemblement de soutien le jour du procès.

## Rassemblement

devant la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle du Tribunal de grande instance de Paris  
4, boulevard du Palais, 75001

Lundi 6 avril à 13 h 30

Collectif noiséen de vigilance et d'action citoyennes contre l'ordre moral.

Sont signataires les organisations suivantes: Union locale C.G.T., C.N.T. UD 93, Initiative républicaine, Ligue communiste révolutionnaire, Noisy Autrement, Parti communiste français, Ras l'Front, groupe Sacco et Vanzetti de la Fédération anarchiste, La Souris Noire, (S.C.A.L.P.), S.U.D.-C.R.C. santé-sociaux. U.N.E.F.-I.D. Marne-la-Vallée.

# Kosovo : Milosevic repart en guerre ?

**A** PRES LA MORT DE TITO, les couches dirigeantes du pays ont engagé une lutte pour le pouvoir dans les différentes républiques. Milosevic a utilisé la démagogie à la fois populiste et nationaliste pour se porter au sommet. L'un des thèmes de sa campagne était : « À bas la nomenklatura ! », l'autre thème était l'annexion du Kosovo et de la Voïvodine, qu'il organisa de main de maître (1).

À l'époque où prend forme le processus de désagrégation de la Yougoslavie, une grève de mineurs éclate au Kosovo, matée dans le sang ; des grèves et des manifestations secouent les régions de Zagreb, Ljubljana, et la Bosnie. Il est certain que si les luttes sociales avaient pu s'amplifier et s'organiser, la réalisation des objectifs des apparatchiks des différentes républiques auraient été quelque peu compromises, d'autres perspectives auraient été ouvertes. Les stratégies de développement des nationalismes ont utilement servi à canaliser, puis à briser ces luttes sociales. C'est en cela que les nationalistes, de quelque bord qu'ils soient, n'ont pas pour objectif la libération des peuples dont ils se disent l'expression, mais leur soumission.

Dès la mort de Tito, en 1980, une répression violente s'abat sur la population albanaise du Kosovo (90% de la population), sous le prétexte de protéger la minorité serbe. Il faut, disent les autorités, empêcher que se développe une volonté d'indépendance de cette région autonome, qui est par ailleurs le « berceau historique » de la nation serbe. Dans la mythologie de la « nation serbe », le Kosovo joue un rôle à part. Cette région, où vit une majorité d'Albanais, était peuplée autrefois par les Serbes, lesquels ont été chassés vers le Nord à la suite d'une défaite que leur ont infligée les Ottomans en... 1389. Cette mythologie a été pesamment réactivée par les ex-communistes reconvertis au nationalisme dès 1981. C'est à cette date en effet, en mars-avril, qu'ont lieu des manifestations pour obtenir le statut de république fédérale (et non plus de région autonome), manifestations durement réprimées par les autorités fédérales de Belgrade. C'est à cette époque qu'est mise en œuvre la méthode utilisée pendant la récente guerre en Yougoslavie, fondée, en théorie, sur l'idée de « sursaut national », et en pratique, sur l'action conjointe des milices et de l'armée régulière. Mise au point au Kosovo, elle a été appliquée par la suite aux autres régions de la Yougoslavie :

- les milices jouent le rôle de pseudo-forces d'« autodéfense » des Serbes, s'affirment indépendantes de tout pouvoir, ce qui permet à ce dernier de les désavouer, éventuellement, devant l'opinion internationale. Formées en commandos, elles sont chargées de semer la terreur et de séparer les populations ;
- l'armée joue son rôle traditionnel, s'occupe des opérations régulières ; sa fonction est en fait de protéger les milices et de maintenir l'ordre. En réalité, armée, milices et autorités politiques serbes travaillent en étroite collaboration.

## Milosevic et le nationalisme serbe

Les Serbes, selon la théorie officielle, seraient les victimes d'un véritable génocide et d'un nettoyage ethnique au Kosovo. En outre, le régime communiste de Tito, qui avait accordé le statut d'autonomie à la région en 1974, aurait imposé une véritable amnésie sur l'histoire serbe. Enfin, les autres nationalités de la Yougoslavie, Albanais du Kosovo, mais aussi les Croates et les Slovènes, auraient rogné le territoire serbe et réduit le rôle de la nation serbe. En octobre 1986, un « Mémoire de l'Académie des sciences de Serbie » dénonce le découpage par Tito des républiques de la Yougoslavie au détriment de la Serbie, et fait état des « menaces » contre les Serbes du Kosovo et dans les autres républiques de la fédération. Ce document dénonce la discrimination systématique dont auraient été victimes les Serbes sous Tito. La Serbie aurait été amputée délibérément du Kosovo et de la Voïvodine. Les Serbes auraient été soumis à une politique de « terreur » de la part de la majorité albanaise au Kosovo et ils auraient été soumis à une assimilation forcée en Croatie, équivalent à un « génocide ». 1986, c'est, rappelons-le, l'année de la glasnost en U.R.S.S. Or, le mémorandum, conçu par des membres de l'appareil bureaucratique d'un pays « communiste », va littéralement réintroduire dans le discours politique international les concepts de la guerre froide. Alors que partout on parle de

liberté d'expression, de multipartisme et d'économie de marché, les dirigeants serbes continuent de raisonner en termes de confrontation Est-Ouest.

En 1987 la minorité serbe du Kosovo se plaint des « pressions économiques, politiques, voire physiques » auxquelles elle est soumise, et qui la poussent à l'exode. Les dirigeants (encore « communistes ») de Belgrade se rendent sur place. Le 24 avril plusieurs milliers de Serbes sont rassemblés sur une place d'un faubourg de Pristina, au Kosovo. La police disperse la foule. Un des dirigeants communistes lance alors : « Personne n'a le droit de toucher à ce peuple. » C'est Slobodan Milosevic, et il vient de trouver sa voie.

## La stratégie d'expansion serbe

Milosevic lance alors une campagne d'une redoutable efficacité, baptisée « révolution antibureaucratique ». Le parti dont il est un apparatchik est en perte de vitesse. Le « communisme » commence à achever son déclin. L'exploitation des frustrations de la minorité serbe du Kosovo servira de tremplin à la nouvelle carrière de Milosevic. Il suffira de quelques semaines pour que l'apparatchik communiste se transforme en champion du nationalisme serbe. Ayant éliminé la concurrence à

pendant l'hiver 1988-1989, une grève de la faim des ouvriers des mines de plomb et de zinc du complexe minier de Trepce. Ces mouvements firent vingt-quatre morts albanais.

Encerclée par des chars, l'Assemblée du Kosovo accepte sous la contrainte, en mars 1989, les amendements à la constitution qui donnent aux autorités serbes le contrôle de la police, des tribunaux, de la défense et de l'économie. Ce coup de force sera entériné en septembre 1990, par un véritable autsch constitutionnel qui réforme la constitution, supprime l'autonomie du Kosovo et de la Voïvodine et place ces régions sous hégémonie serbe. En janvier 1990, après une série de meetings, le Monténégro, sans que les dirigeants de cette république se fassent trop prier, d'ailleurs, tombera lui aussi sous la coupe de Belgrade.

## Politique de peuplement et torture

Aujourd'hui, les Albanais du Kosovo sont victimes de violations massives de leurs droits les plus élémentaires, exclus de l'emploi, de l'éducation, de l'information. Ils ne peuvent être soignés dans les établissements officiels, devenus inaccessibles, et sont contraints de se soumettre à une médecine parallèle précaire. L'emploi, la médecine, la culture, la justice, le commerce, l'éducation ont été « rationalisés » depuis 1989. Les Albanais ont été obligés d'accepter les programmes éducatifs serbes, l'alphabet cyrillique. Les enseignants dans leur majorité refusèrent ces mesures et furent licenciés. Privés de leurs droits civiques, ils sont convoqués constamment par la police pour des interrogatoires qui peuvent durer 24 heures, emprisonnés pendant 30 à 60 jours, passés à tabac, parfois torturés.

La politique de terreur mise en place par Belgrade a suscité une résistance organisée, collective et sans armes. L'une des formes de cette résistance est la reprise de l'enseignement en albanais depuis février 1992. En octobre 1994, 400 000 élèves ont fait leur rentrée dans des écoles... clandestines, dans des caves, des maisons particulières, des fermes : « le crayon est une arme plus forte que les canons » enseignait-on. Propriétaires et enseignants sont sévèrement réprimés lorsque la police serbe les découvre. L'Association des enseignants albanais estime que 45 000 élèves et 12 000 enseignants ont quitté le Kosovo. La radio et la télévision en albanais ont été supprimées, 1 500 journalistes renvoyés. Musées, théâtres ont été fermés.

Entre 1990 et 1992, plus de 100 000 personnes ont été licenciées, c'est-à-dire les deux tiers de la population salariée. Un programme de peuplement serbe encourage l'installation des Serbes au Kosovo grâce à des primes, des salaires plus élevés, des facilités de crédit pour acheter, alors que les Albanais se voient interdire toute transaction immobilière. Il y a là une remarquable identité de pratiques avec celles employées par le gouvernement israélien. Ce programme de peuplement, publié au Journal officiel de Serbie, évoque les « sombres traditions médiévales des Albanais » et leur « taux de natalité illogique »... Il s'agit explicitement de rendre le « berceau de la civilisation serbe » à ses « propriétaires originels » et de forcer les Albanais à partir. 52 000 cas de torture ont été recensés entre 1981 et 1988.

La résistance sans armes était un choix délibéré des Albanais du Kosovo, un choix difficile car la tentation est grande de prendre les armes. C'est aussi un choix difficile lorsque d'autres républiques proposent des armes - cela a été le cas des Croates - ou lorsque la République albanaise déclare qu'elle laisserait le passage à des hommes en armes sur son territoire. Une partie des Albanais du Kosovo ont récemment décidé de passer à la résistance armée. Ils pourraient bénéficier de conditions avantageuses, presque idéales, même, pour mener une guérilla contre les Serbes, dans la mesure où ils disposeraient d'un territoire de repli - condition indispensable -, d'un appui de la population, et probablement, étant eux-mêmes musulmans, d'un financement des pays musulmans. Un nouvel embrasement dans les Balkans est prévisible dont les populations, une fois de plus, feront les frais.

R.B.

(1) Cet article est adapté du chapitre consacré au Kosovo de : *Ex-Yougoslavie : ordre mondial et fascisme local*, René Berthier, éditions Reflexe - ACL - Monde libertaire.



l'intérieur de la Ligue des communistes lors de la huitième session du comité central du parti, en septembre 1987, il a l'idée, en 1988, d'organiser des « meetings spontanés » en solidarité avec les Serbes du Kosovo, lors desquels il s'impose comme leader incontesté. Des manifestations de masse sont organisées durant l'été de 1988 en Serbie et au Monténégro, et aboutiront, en octobre et en novembre, à la démission des dirigeants de Voïvodine et du Kosovo. Le point culminant de ce processus sera en 1989 la célébration, au Kosovo, par un million de Serbes, du 600e anniversaire de la bataille - perdue mais néanmoins héroïque - du Champ des Merles, contre les Turcs.

Ces « meetings spontanés » joueront un rôle considérable dans la stratégie d'expansion serbe, car ils cimenteront l'« unité » du peuple serbe à travers des instances « populaires », donc légitimes, lors desquelles seront prises des décisions intéressant l'ensemble de la population serbe. Toute discussion politique véritable, toute contestation deviennent impossibles. Quiconque s'élevait contre les décisions de ces assemblées était taxé d'ennemi ou de traître à l'identité du peuple serbe. Incontestablement, ces assemblées, dont les opposants serbes mais aussi les autres nationalités étaient exclus, ont été un instrument extrêmement efficace de la mobilisation nationaliste. Le slogan : « Seule l'union sauve le peuple serbe » servira à faire taire toutes les oppositions.

La mobilisation s'achève en 1989 avec l'élection de Milosevic comme président de la Serbie. De janvier à mars des grèves et des émeutes avaient secoué le Kosovo, durement réprimées par l'intervention de l'armée. Il y aura deux grèves générales

# Révolte de masse au Zimbabwe

**L'**ACTION DE MASSE a fait trembler la classe dirigeante et son chef Robert Mugabe. Une grève générale fut déclenchée le 9 décembre 1997 à l'appel du Congrès des syndicats du Zimbabwe (Z.C.T.U.). La grève a paralysé le pays et a été la plus réussie depuis l'indépendance de 1980. Les travailleurs ont protesté contre une coupe de 5% dans les salaires et contre des hausses massives dans les prix des carburants et des taxes.

La police a attaqué l'important cortège de travailleurs à Harare, tirant des grenades lacrymogènes depuis des véhicules mobiles sur les manifestants. Ces derniers ont essayé de repousser la police anti-émeute en élevant des barricades d'ordures, de bois et de panneaux de signalisation. Deux jours plus tard, sept « hommes non identifiés » ont frappé Morgan Tsvangirai, secrétaire général du Z.C.T.U., l'abandonnant inconscient dans son bureau. Il a dû être hospitalisé très rapidement. Le régime de Mugabe a finalement dû renoncer aux coupes dans les

salaires ainsi qu'aux hausses de taxes et des prix des carburants.

## Les « anciens combattants »

L'origine de la grève remonte aux protestations des vétérans de la guerre de libération de juillet et août 1997. Le gouvernement avait arrêté de payer les pensions des vétérans en mars lorsqu'il fut découvert que les politiciens plus anciens et les officiels avaient détourné près d'un million de Rands (environ 1 million de francs) du Fond de compensation de la guerre. Des centaines d'anciens combattants campaient devant la résidence officielle de Mugabe, le huant à la journée de commémoration des Héros; ils envahirent également les locaux du parti au pouvoir, le Z.A.N.U.-P.F. (où ils urinèrent sur les murs afin de montrer leur dégoût). Ils semèrent la pagaille au Sommet des patrons investisseurs africains/afro-américains. Pendant que des patrons noirs discutaient sur le « pouvoir noir », leur police anti-émeute dispersait les vétérans et leur gouvernement ban-

nissait des grèves et des protestations qui avaient dérégulé les services et la « sécurité publique » pendant deux semaines.

Le but, non avoué, de la réduction des salaires et des hausses de prix était de remplacer l'argent du fond de compensation volé par les pilliers locaux. Mais cette manœuvre échoua.

## Vague de grèves

Pourtant, à partir de juillet, une vague de grèves s'abattit sur les compagnies de sécurité, les hôtels, les restaurants, la construction, les banques, les chemins de fer et le textile. Les postiers démarrèrent une grève du zèle. Dans la plupart des cas, les travailleurs demandaient une augmentation des salaires de 40%.

À la fin septembre, les travailleurs des fermes démarrèrent leur première grève nationale organisée, contre les propriétaires terriens blancs et noirs. « Nous avons courbé l'échine longtemps » s'écria un gréviste, « Nous pouvons nous lever pour nos droits ». Des milliers de travailleurs chantant envahirent

les fermes et bloquèrent les autoroutes. À la mi-octobre, ils obtinrent une hausse de leurs salaires de 40% et des jours de congés supplémentaires.

## Réforme agraire au Zimbabwe

Face à la révolte de masse, Mugabe le désespéré a été obligé d'établir des plans concrets pour une large réforme agraire et cela pour la première fois depuis 17 ans. Il a promis de redistribuer 1772 fermes appartenant à des blancs.

Plusieurs questions restent en suspens. Mugabe a indiqué qu'il payerait les fermes, mais il n'a pas signalé comment il rassemblerait l'argent. Aussi peut-on avoir des doutes sur la mise en place de cette réforme. Il semble peu probable que les plus pauvres bénéficient vraiment d'une quelconque réforme agraire. Presque toute la terre « redistribuée » depuis les 17 dernières années a été donnée aux politiciens, aux bureaucrates hauts placés, aux chefs de l'armée et de la police et à leurs parents. Il y a

peu d'espoirs que cela change. Les responsables officiels ont toujours été favorables à ce que la terre soit utilisée dans le cadre de fermes commerciales, c'est-à-dire de fermes capitalistes. La réforme agraire devrait remettre en cause à la fois les gros pontes capitalistes noirs et blancs. Mugabe, se concentrant exclusivement sur les fermes appartenant aux blancs, essaye de cacher et de protéger les patrons noirs. L'affirmation stupide du régime, comme quoi les patrons blancs, opposés à la réforme agraire, seraient derrière les grèves récentes, est une tentative pour diviser les ouvriers et les paysans et pour cacher le fait que, comme le signale le Z.C.T.U., la plupart des patrons sont noirs.

La seule issue pour les masses, pour que cette réforme agraire ne soit pas kidnappée, est d'accroître la pression par la lutte pour la terre aux pauvres. L'action de masse doit unir les ouvriers, les paysans et les vétérans dans une lutte pour la terre et la liberté.

**Workers Solidarity  
Afrique du Sud**



## Incendie au local de l'association des libertaires de Raguse

**L**E 6 FÉVRIER AU MATIN, les locaux de la « Società dei libertari » de Raguse ont été incendiés. Les auteurs de l'attentat ont utilisé deux bouteilles d'essence; le liquide a été introduit sous la porte des locaux; les flammes ont détruit des étagères et une centaine d'ouvrages, une partie de la moquette et endommagé porte et cloisons. Le rideau de fer et les vitres ont

été brisés lors de l'intervention des pompiers tandis que la moquette et des centaines de livres étaient endommagés par l'eau. Les dégâts se montent à 4 ou 5 millions de lires. Cet acte est d'une extrême gravité car la propagation de l'incendie aurait pu détruire le local et s'étendre à l'immeuble où vivent d'autres personnes.

Le siège de l'association des libertaires est le siège historique du groupe anarchiste de Raguse, adhérent de la Fédération anarchiste sicilienne et de l'association « Bohémiens ». Depuis une vingtaine d'années s'y tiennent des activités variées d'ordre politique et culturel; ce local comporte un important service de librairie et des équipements techniques. Il faut évidemment considérer que les activités nombreuses de ce siège sont à l'origine de l'attentat. Le groupe anarchiste de Raguse a entrepris ces derniers mois une série d'activités politiques

et sociales (problèmes de la ville, contre-information sur les crimes de l'Etat, antimilitarisme, crémation, anticléricalisme) qui l'ont caractérisé comme le plus incisif des groupes d'opposition présents sur le territoire. Ses militants sont aussi engagés dans des initiatives variées d'ordre éditorial, syndical et de volontariat. En le frappant, on tente de freiner l'actuelle renaissance du mouvement anarchiste sicilien dont il représente un des points de force.

Un meeting de solidarité a été prévu le dimanche 15 février à 17 heures à la salle « Falcone Borsellino » de Raguse. Tous ceux qui ont à cœur l'activité politique de l'opposition libertaire à Raguse et dans toute la Sicile sont invités à y participer ou à exprimer sous des formes variées leur solidarité. Personne ne réussira à intimider les anarchistes.

**extrait d'Umanita nova  
(15 février 1998)**

## dans la toile

Dans le Mikey's Zine de Mike Flugennock du 30 mars (<http://www.sinkers.org/>), il y a une bonne couverture de Jericho 98 - la maintenant traditionnelle manifestation pour la libération des prisonniers politiques américains. Les anarchistes nord américains y représentaient près de dix pour cent des quelques cinq milliers de manifestant.

Le « collectif Sans Nom » qui avait occupé au mois de février les anciens bâtiments des mutualités socialistes à Bruxelles (<http://perso.infonie.be/den1/occupati.htm>) va bientôt réoccuper. Le but est d'occuper un endroit pour permettre aux différents collectifs qui compose le « collectif sans nom » d'y réaliser leurs activités politiques, culturelles et sociales. (collectif autonome de chômeurs, collectif d'affichage, bibliothèque alternative, atelier danse, atelier photo, vidéothèque, diffusion alternative, info squat, table d'hôtes, atelier hip hop, ...). D'autres occupations sont prévues (dont une le 10 avril), pour plus d'informations, écrivez-leur ([occupation@infonie.be](mailto:occupation@infonie.be)).

Restons en Belgique et rendons visite à AREDJE (<http://ourworld.compuserve.com/homepages/mumbly/>), le label de RENE BINAME ET LES ROUES DE SECOURS et des SLUGS, et abonnons-nous (gratuitement) à leur minizine mensuel. On y trouve un agenda des concerts de René Binamé et des Slugs, un agenda arbitraire de concert d'autres groupes, des infos sur l'état d'avancement ou de stagnation des différents projets en cours, et, au hasard des rencontres, des interviews, des chroniques de concert, de disques,...

L'édition 98 des pages jaunes anarchistes est disponible (<http://flag.blackened.net/agony/ayp.html>).

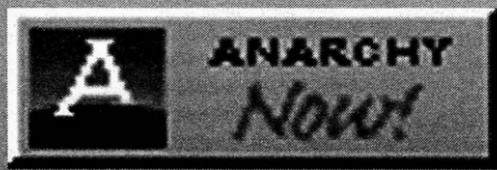
Félix Frost travaille à une nouvelle version consultable sous forme de base de données, à suivre... Sur la même machine (<http://flag.blackened.net/>), on trouve plusieurs annuaires pratiques, ma préférence allant au World Wide Anarchism, même si la plupart des sites recensés y sont amusants plutôt que vraiment instructifs.

Pas spécifiquement anarchiste mais franchement libertaire, QUEERREVOLT (<http://www.geocities.com/CapitolHill/Lobby/6366/index.html>) se présente comme une tentative de coordination des luttes gay et lesbiennes. En tout cas, les liens y semblent à jour, ce qui n'est pas toujours évident lorsqu'on sait la faible pérennité des sites militants.

Un petit détour par la Russie pour visiter le site de l'Antimilitarist Radical Association (<http://www.glasnet.ru/~ara/>), branche du Transnational Radical Party (ONG). Ici, il est question d'objection de conscience (eh oui ! ça existe encore). Le numéro deux de leur bulletin vient de paraître; c'est franchement réformiste mais on y trouve des informations exclusives sur la situation dans les pays de l'ex-U.R.S.S.

A bientôt dans la toile.

**Blue Eyed Keyboard  
email: bek\_ml@hotmail.com**



## Aux camarades

Les camarades de la « Società dei libertari » de Raguse vous remercient pour la solidarité reçue. Votre présence, votre estime, vos contributions nous ont été d'une aide précieuse, nous permettant de surmonter un moment de difficulté et confirment le lien indissoluble qui nous lie.

À présent, la reconstitution du siège est terminée; portes et vitres ont été posées, le rideau de fer, le sol, les étagères, le système électrique sont remplacés. Du matériel endommagé, seuls les livres détruits par l'incendie ne sont pas encore remplacés car pour la plupart, ils sont épuisés. Les activités qui s'étaient poursuivies dans le local encore endommagé ont à présent repris avec force.

Du côté de l'enquête, rien de précis ne filtre, notre lecture de l'attentat comme action d'origine clairement maffieuse reste pour nous la plus plausible. Un attentat de style fasciste provenant certainement du milieu de la pègre locale engagée dans certaines activités économiques. Une liste complète de tous les souscripteurs sera publiée dans le numéro de mars de *Sicilia libertaria*.

Par cette lettre, nous indiquons à tous les camarades que les besoins du local ont été couverts, donc la souscription que nous avons lancée peut être considérée comme close. Les éventuelles contributions excédentaires seront utilisées pour équiper ultérieurement notre siège.

**Les compagnes et compagnons  
de la Società dei libertari de Raguse  
extrait d'Umanita Nova (8 mars 1998)**

CINEMA

## Deux filles vont au charbon

Sandrine Bonnaire dans *Secret Défense* de Rivette  
Pam Grier dans *Jackie Brown* de Tarantino

**S**ecret Défense est un jeu de mots facile. Le film de Rivette ne l'est pas. En effet, il joue à déjouer l'enjeu des autres. Rivette adore voir marcher Sandrine Bonnaire. C'est pourquoi elle a eu droit à un film où elle a fait marcher toute la France!

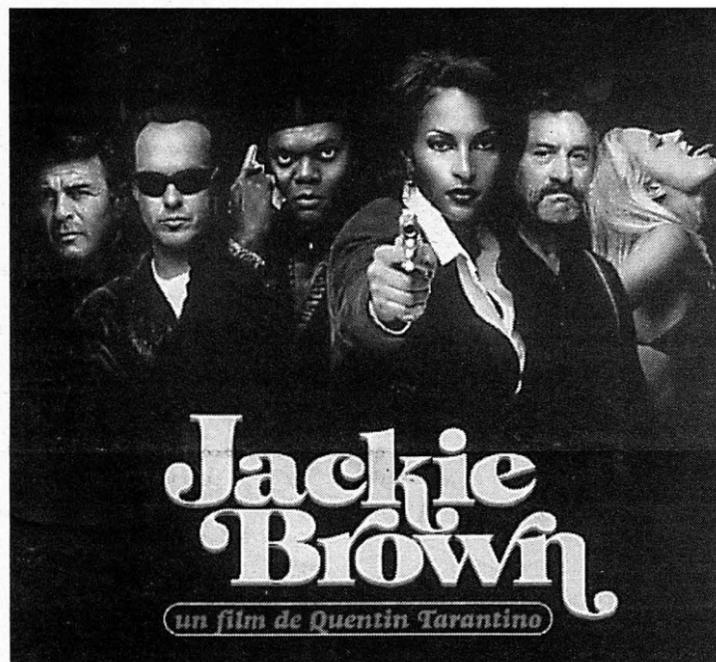
Avec elle il est donc logique d'imaginer que quelque chose se mettra en marche. Sous l'intrigue policière et familiale – le père a-t-il été tué ou était-ce un accident? – se cache un récit qui en cache un autre et ainsi de suite. Rivette fait marcher son interprète, mais il nous fait marcher avec. Intriguée par ce qui lui arrive, notre imagination la suit et parcourt avec elle les fausses pistes que le maître Rivette a installées partout. *Secret Défense* peut se lire et se

regarder comme un polar où il est vain d'imaginer la résolution de l'énigme. Car aussitôt que le spectateur réagit, le film, s'ouvrant comme une boîte de Pandore, délivre une autre histoire, et encore une autre. Notre imagination à quatre sous est donc mise en échec. K.O. au premier round. Sandrine Bonnaire va au charbon pour que le petit frère n'y aille pas. Il ne faut pas en tirer des conclusions hâtives! Dans les films de Rivette, ce n'est jamais ce qu'on croit. Derrière le coupable, il y a un autre, ou une autre. Derrière le crime, un autre et encore un autre. Implacable, la tragédie optimiste se déroule sous nos yeux, et fait faire à Sandrine Bonnaire des choses de plus en plus extravagantes. En passant, nous visitons la France et tous

ses moyens de locomotion. Un voyage imaginaire, les lieux ne sont qu'un théâtre d'apparences, comme les personnages. Une fille existe deux fois, joue la sœur et la sœur de la sœur. Rivette se fiche de la vraisemblance et nous donne une grande leçon d'humilité et d'intelligence.

*Jackie Brown* est un film noir tourné par un blanc. Contrairement à ses premiers films, Tarantino se passe dans celui-ci de provocations faciles et avance d'un pas sûr et victorieux en s'appuyant sur Pam Grier, la star du cinéma noir des années 70. Pam Grier traverse souveraine les couloirs interminables des terminaux sinistres, hôtesse de l'air, elle va arrondir ses fins de mois en transportant dans son sac à main des dollars, des sachets remplis de poudre blanche, etc. L'actrice des grands films du cinéma noir est épatante. Mais Tarantino lui a donné aussi un rôle magnifique.

Mais puisque les jurys ne savent pas bien regarder les films, le prix d'interprétation est allé à son partenaire noir, Samuel L. Jackson, qui faisait déjà la pluie et le beau temps dans *Pulp Fiction* rendant un vulgaire assassinat excitant en récitant la bible. Point de chichis de cette espèce dans *Jackie Brown*. Cette sacrée Jackie va emporter le jackpot et se venger des humiliations sexistes et racistes qu'on lui a infligées tout au long de sa vie. Les mecs, les caïds, les flics, les grandes gueules et les autres, elle n'en fait qu'une bouchée.



### copinage

Serge Utgé-Royo chante au Théâtre Tréville à Paris (9<sup>e</sup> - M<sup>o</sup> Cadet) du 1<sup>er</sup> au 11 avril. Renseignements et réservations au 01 40 21 88 09 (100 F en prévente; 130 F le jour même; 50 F pour les sans-travail). Location également à la librairie du Monde libertaire.

### RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 2 avril à 20h 30:

*Microclimat*: Armement, désarmement nucléaire avec Ben Cramer.

vendredi 3 avril à 16 heures:

*Reflex*: l'émission du SCALP-Reflex reçoit Viviane Forrester, auteur de « L'Horreur économique ».

samedi 11 avril à 13h 30:

*Harmonie du monde*: musiques de films: le Western (Bernard Hermann, Dimitri Tomkin, Leonard Rosenman, Victor Young).

dimanche 12 avril à 10 heures:

*Ni maître ni Dieu*: Le Vatican, l'Europe, le III<sup>e</sup> Reich, avec Annie Lacroix-Riz.

mercredi 8 avril à 10h 30:

*Blues en liberté*: Le Western swing, les Blancs et le blues.

## à la petite semaine Hurler avec l'élu

Si l'histoire ne se répète pas, elle apprécie toutefois les imitations. Cinquante années de purgatoire pour s'être vautrée complaisamment dans la fange d'une collaboration bénie par l'Église aurait été nécessaires à l'extrême droite française pour retrouver grosso modo sa force d'avant-guerre et nous offrir, avec la participation des habitués bouffons du jeu électoral, ce pitoyable spectacle, dont les III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Républiques finirent par crever.

La petite crotte de naguère, chacun le sait, n'a pu devenir gros caca que grâce au machiavélisme de Mitterrand, cet enfant de Pétain, et à la bassesse, la veulerie de toute une classe politique prétendument respectable qui n'a cessé de jouer avec le feu durant toutes ces années où se servit d'un parti de nature fascisante, pourvu qu'elle conservât ses privilèges, ne lui semblait pas moralement inacceptable et politiquement dangereux.

Aujourd'hui, les incendiaires demandent de l'aide et implorent les bonnes volontés pour jouer les pompiers. Sans pudeur, ils prennent la tête de manifestations, se répartissent les premiers rôles dans une « lutte contre le fascisme » où il nous faudrait jouer les figurants.

Il est des promiscuités salissantes. Empêcher l'abjection de s'étendre implique, en s'opposant au Front national, de dénoncer ceux-là même qui lui ont ouvert des boulevards, et non de défilier derrière leurs étendards. En finir avec tous les faux-culs, et non hurler avec l'élu.

Floréal

Elle combine le coup de sa vie. en bernant les flics, le super gangster super malin qu'elle prend en défaut et qu'elle livre pris à son propre jeu comme un enfant qui se serait pris les pieds dans sa corde à sauter. Une femme noire ordinaire vient à bout

de tout un système basé sur la corruption et la délation. Par son raisonnement et son intelligence, elle crée un rapport de force qui tourne à son avantage.

Heike Hurst

(Fondu au Noir-Radio libertaire)

### Librairie du Monde libertaire expo photo-dessins

« En cas de surdose, brisez l'écran »  
réalisée par la revue « *Brisons nos chaînes* »

du 3 au 30 avril

145, rue Amelot, 75011 Paris

## Agustin Gomez-Arcos mort d'un oiseau brûlé vif

« Tu me fous ce canari au rez-de-chaussée, je ne veux plus le voir, plus l'entendre à l'étage noble, ici c'est réservé au triomphe, à la splendeur, à la victoire. Ce nom de foire à bestiaux, ce nom de Liberté, dès demain on l'efface! Compris? [...] Et dimanche jour du Seigneur nous lui boucherons les ouïes, lui crèverons les yeux, lui trancherons la gorge, le conduirons de force à la messe! ça va être ta fête, canari du Diable, oiseau libertaire, en bas j'ai dit! »

in *Un Oiseau brûlé vif*

**Q**UE DIRE DE PLUS? QUE L'AUTEUR DE CES PHRASES vient de mourir, et qu'il s'appelait Agustin Gomez-Arcos. Né en 1939 en Andalousie, dans une Espagne que Franco n'a pas fini de faire saigner, neuvième enfant d'une famille républicaine où le pain n'est pas toujours quotidien, Gomez-Arcos poursuit néanmoins quelques études, avant d'arriver à Barcelone où il se prend de passion pour le théâtre. Il est d'abord comédien, metteur en scène, traduit des pièces, puis en écrit lui-même. Primé en 1960, ses pièces sont pourtant plusieurs fois interdites et censurées. Il quitte alors son pays, en 1966. Il gagne l'Angleterre, puis la France, fait mille petits métiers, apprend à parler le français, et à l'écrire. Et c'est dans cette langue qu'il va désormais offrir aux lecteurs les plus belles pages qu'on puisse lire sur l'insoumission et la révolte.

En 1975, sort son premier roman *L'Agneau carnivore*. La maîtrise de la langue est extraordinaire. Ceux qui ont lu ce livre savent combien il est difficile de s'en remettre! Imaginons deux frères amoureux l'un de l'autre. Une famille fasciste. Une bonne (personnage récurrent chez Gomez-Arcos, la bonne est libertaire, ou « rouge », symbole de la résistance des victimes qui ne se soumettent

jamais). Pendant que les curés attendent, les enfants s'initient avec délice aux plaisirs sodomites et incestueux, dans des pages lumineuses, inoubliables...

La religion, la morale, les bien-pensants, les fachos, les militaires et les bourgeois; tout le monde en prend plein la figure. C'est décapant, cela fait du bien. Gomez-Arcos n'a pas tourné la page de la révolte; il en ouvrira d'autres. Dans *Maria Republica*, par exemple, c'est une « pute rouge » envoyée au couvent pour expier ses fautes, qui semble se soumettre à la religion et au fascisme. Pourtant, son instinct de révolte est intact. Elle ne se soumet un temps que pour mieux faire éclater sa haine, plus tard, en foutant finalement le feu au couvent. Insoumission des faibles et des bafoués, toujours. La force des récits est assez hallucinante, et rappelle certains grands films de Buñuel. Les mots sont tourmentés, poussés par un cynisme noir, de l'humour cru, parfois totalement désespérés, mais le plus souvent étrangement toniques.

Gomez-Arcos ne faisait pas les gros titres des journaux littéraires. Son œuvre n'en fut pas moins reconnue et primée, même s'il préférait peaufiner ses ouvrages à l'abri de l'agitation médiatique. À Thierry Maricourt - qui l'interviewait pour son livre *Histoire de la Littérature libertaire en France* en 1988 -, il déclarera simplement: « Que je sois un libertaire, c'est l'évidence même! En tant qu'Espagnol et en temps qu'écrivain... et l'on ne pourrait pas séparer l'un de l'autre! »

Reste donc à se replonger dans les livres d'Agustin Gomez-Arcos. Même si cet *Oiseau brûlé vif* a quitté le devant de la scène le vendredi 20 mars, sa plume libertaire n'a pas fini de nous faire vibrer.

Cathy Ytak

Parmi ses livres le plus connus, on peut citer: *L'Agneau carnivore*, *Maria Republica*, *Ana non*, *Un Oiseau brûlé vif*, *L'Enfant pain*, *Scène de Chasse (furtive)*, *L'Ange de chair*, etc.

BORDEAUX

## Arrêtez vos salades et balancez l'oseille!

**S**I POUR LES MÉDIAS, le mouvement des chômeurs est né cet hiver-là, c'est qu'avant ils n'avaient pas voulu voir ce qui se passait un peu partout. Des associations de chômeurs, de précaires, d'étudiants et de salariés se sont constituées pour mener campagne et mobiliser contre le chômage. Des marches nationales (1994) ou européennes (1997) ont été organisées. Des actions souvent médiatiques ont été menées: occupations d'A.N.P.E., A.S.S.E.D.I.C., réquisition de bouffe dans les supermarchés, négociation de repas dans les chaînes de restauration, le tout accompagné d'actions auprès d'organismes capables d'expulser des logements, de couper l'eau, le gaz, le téléphone, etc. Cet hiver le mouvement a franchi un niveau dans les revendications d'urgences en posant la question du revenu avec l'augmentation de 1 500 F des minima sociaux.

Pour A.C! en particulier, à la revendication initiale de l'abolition du chômage par la réduction du temps de travail s'est ajoutée la revendication d'urgence, un revenu égal au S.M.I.C. mensuel avec ou sans emploi. Ceci ayant pour but de libérer les victimes directes du chômage de la dépendance permanente des services sociaux. Sur Bordeaux, l'unité existait déjà puisqu'en novembre 1996, l'A.S.S.E.D.I.C. de Bordeaux Mériadeck était occupé par A.C! Gironde, l'A.P.E.I.S. et le comité C.G.T.-privés d'emploi. Cette occupation a duré trois semaines avant l'expulsion par les forces de l'ordre. Les associations revendiquaient l'abrogation de la dégressivité de l'allocation chômage.

Cette action a été victime médiatiquement du conflit des routiers.

Début décembre 1997, une réunion a lieu sur Bordeaux, pour préparer la semaine d'urgence sociale avec l'A.P.E.I.S., A.C!-Gironde, le M.N.C.P., le comité C.G.T.-privés d'emploi, S.U.D., D.E.F.I., etc. Un certain nombre d'actions sont prévues même si dès le départ les revendications du comité C.G.T.-privés d'emploi ne sont pas les mêmes, la C.G.T. revendiquant une prime de Noël alors que les associations demandaient l'augmentation des minima sociaux. Par la suite et dans l'action, ces revendications se sont mélangées.

### Les occupations se succèdent

Voici la liste non exhaustive des actions menées sur Bordeaux et sa banlieue de décembre 1997 à mars 1998: occupations d'une agence E.D.F., de la Caisse d'allocations familiales, du Centre communal d'action sociale, de la Chambre de commerce et d'industrie, d'une A.S.S.E.D.I.C. après une action «caddies vides», du siège de la Fédération girondine du Parti socialiste, d'une banque C.I.C., avec expulsions systématiques.

Des manifestations avec chômeurs et salariés les mardis 7 et 13 janvier 1998, puis les samedis 10 et 17 janvier 1998 jusqu'au samedi 31 janvier où les chômeurs se sont joints à la manifestation de soutien aux sans-papiers. Ces manifestations ont rassemblé jusqu'à 3 000 personnes le samedi.

Février 1998 a vu un tournant pour le mouvement, après la dernière déclaration de Jospin, le comité C.G.T.-privés d'emploi a vu une présence toujours plus forte des responsables de l'U.D., qui ont accompagné le mouvement pour finalement le calmer, l'A.P.E.I.S. s'est lancée à fond dans la réalisation des Fonds d'urgence sociale et a calmé sa participation aux actions même s'il y avait soutien. Quant à A.C! Gironde, comme les autres associations, elle a connu un afflux important de nouveaux adhérents et sympathisants. La structure fonctionnait avec une culture plus orale qu'écrite, et les adhésions se faisaient parfois sur des bases plus affectives que sur l'accord avec l'association. De nombreux problèmes de personnes, basés sur la rumeur, ont entraîné de nombreux conflits qui ont fini par faire éclater l'association. En effet, les leaders médiatiques du mouvement n'ont pas eu les responsabilités de présidence de l'association qu'ils espéraient lors de l'élection annuelle du bureau. Ils ont donc créé une autre structure avec quasiment le même nom. Des problèmes similaires sont arrivés, semble-t-il, dans d'autres villes.

### Forte mobilisation le 7 mars

Ce que l'on peut constater, c'est que ce mouvement ne pouvait pas s'arrêter de lui-même, les chômeurs ne perdent rien dans l'action. Au contraire, ils y gagnent tout! Ils gagnent les relations et la chaleur humaines qui leur faisaient défaut, grâce aux réquisitions de bouffe,

pendant les occupations, une part de leurs soucis matériels sont collectivisés. Les médias, à défaut des employeurs ou de la société, les reconnaissent, même si dès février ils commencent à s'intéresser plus aux divisions qu'à la justice du mouvement. Celui-ci pouvait arriver très fort jusqu'aux élections régionales pour y porter au moins la revendication d'un tarif «social» pour les transports régionaux. Cela n'a pas été le cas et les politiciens de tous bords y avaient intérêt.

Le mouvement s'est centré sur l'organisation de la manifestation du 7 mars. Pour notre région, la manifestation avait lieu à Toulouse. Notre groupe F.A. a appelé car pour nous, même une semaine avant les élections, il ne doit pas y avoir de trêve dans les luttes. La Fédération anarchiste était présente avec les groupes de Toulouse, de la Creuse, de Carcassonne et de Bordeaux...

Un train de 500 places a été affrété depuis Bordeaux, pour mener tous ceux qui le souhaitent à Toulouse. Pour

appliquer la revendication des transports gratuits pour les chômeurs et précaires, et malgré le nombre de personnes, au lieu de prendre les trains d'assaut à 400, on a préféré négocier un prix avec la S.N.C.F. Une occupation du Conseil régional a eu lieu pour appuyer notre demande (dans l'occupation, le restaurant a été investi à l'heure du repas). Une demande de subvention au Conseil général a abouti. Mais comme c'était insuffisant, un péage a été organisé sur l'autoroute qui a comblé les besoins financiers. Des réquisitions de bouffe ont été organisées pour assurer la nourriture des manifestants dans le train.

En ce mois de mars, la mobilisation continue, même s'il y a moins de monde. Des actions sont menées, comme cette nuit de la solidarité contre les expulsions le 25 mars, comme la dernière occupation d'A.S.S.E.D.I.C. par A.C! le 23 mars.

Philippe Arnaud.  
groupe Emma-Goldman (Bordeaux)

PERPIGNAN

## « la lutte continue... »

**D**ÉPUIS LA PARUTION, le 12 février 1998 (1), de l'interview de Jean-Pierre, Francine, Nectar et Patrick, quatre personnes du «Collectif chômeurs et précaires en lutte de Perpignan» la lutte s'est poursuivie avec des hauts et des bas.

Le collectif a mis en place des procédures de fonctionnement lui permettant de maintenir le cap de l'autonomie, de la démocratie directe, de l'expression la plus large. Ainsi, les réunions sont quotidiennes au 52, rue Foch et les assemblées générales réunissent les membres du collectif les mardis et vendredis de 17 à 19 heures. Les actions sont décidées en commun. Les tracts et affiches sont réalisés collectivement, etc.

Pour la journée nationale du 7 mars, le collectif a décidé de ne manifester ni à Marseille (avec la C.G.T. et A.C!), ni à Toulouse, mais à appelé à manifester à Perpignan. Les raisons de bouger y sont nombreuses: près de 31 000 chômeurs et précaires dans les Pyrénées-Orientales, dont 15 000 RMIstes... Une centaine de chômeurs ont donc manifesté le 7 mars derrière la banderole «Qui sème la misère, récolte la colère». Après la manifestation, c'est près d'une cinquantaine de personnes qui se sont rassemblées au «52». Là nous avons décidé d'une action contre l'E.D.F. pour le mardi 10 en matinée. Une vingtaine de personnes du collectif ont occupé deux heures durant les locaux de l'E.D.F. en distribuant un tract aux usagers et en faisant état des 7 000 coupures réalisées au cours de l'année 97. Les médias ont fait un réel écho à cette action comme du reste il l'avaient fait pour la manifestation du 7 mars.

Lors de la campagne des régionales des membres du collectif se sont déplacés à un meeting du député socialiste Codognès. Étant intervenus après les orateurs afin d'exposer les problèmes des chômeurs et des précaires, ils se sont entendus traités de «provocateurs du F.N.». La riposte du collectif a été une lettre ouverte adressée au député dans laquelle il lui demande des excuses publiques. Le texte de la lettre a été placardé sur les murs de ville. à ce jour pas de réponse, mais L'Indépendant en a publié une partie...

Le vendredi 20 mars, une classe de préparation au C.A.P.-B.E.P. s'est déplacée au local et y a rencontré une partie des gens du collectif. Un dossier sera élaboré par les élèves et ils viendront le remettre au collectif. Des contacts ont été noués à cette occasion.

Pour le 23 mars, le collectif n'a pas réalisé d'action particulière. Quelques membres s'étaient déplacés le matin sur une antenne A.S.S.E.D.I.C. A.C!, qui appelait au niveau national, n'a pas mobilisé plus de 25 personnes à Perpignan (tout le monde compris)...

Le collectif s'est tout dernièrement positionné contre toute coordination avec A.C! ou bien le comité C.G.T. Ceci n'exclut pas, bien évidemment, des actions qui pourraient être décidées et menées en commun.

Pour la semaine qui vient, les journées vont être bien remplies. En effet, pour le mardi 31, le collectif envisage une action spectaculaire contre l'E.D.F.: empêcher les coupures en privant les agents E.D.F. de sortie... La solidarité des agents «coupeurs» avec la lutte des chômeurs sera testée à cette occasion. Les syndicats C.G.T., F.O. et C.F.D.T. d'E.D.F. contactés par le collectif ont laissé entendre qu'ils pouvaient se solidariser de la revendication: Pas de coupure... Pas de privation d'énergie pour les personnes en état de précarité.

Une «délégation» de trois personnes se rendra ce même mardi à Strasbourg pour participer à la réunion nationale des collectifs autonomes et indépendants.

Pour l'avenir, le collectif a décidé de revendiquer un lieu pour se réunir (l'échéance pour la salle actuelle se situe à la fin avril).

Les contacts ont été pris avec beaucoup de collectifs sur tout le territoire et y compris avec «Chômeurs pas chien» de Belgique. La lutte des chômeurs, à Perpignan comme ailleurs, ne peut aller qu'en s'amplifiant, tant les mesures proposées par les gouvernants sont dérisoires, inhumaines et iniques. La lutte sociale va se développer et apparemment ce ne sont pas les «pitrieries» des politiciens qui pourront la ralentir.

Edward

(1) Le Monde libertaire n° 1110



### A G E N D A

#### jeudi 2 avril

**CANNES**: Dans le cadre du «Café Quid» de la MJC Picaud (23, rue du Docteur Picaud), le groupe de Nice de la Fédération anarchiste animera une discussion sur l'anarchisme aujourd'hui à 20 heures. Entrée libre.

**LIRAC (GARD)**: Le groupe du Gard de la FA organise une rencontre-débat «Partage du temps de travail? Partage des richesses!» à 20 h 30 à la salle des fêtes.

#### vendredi 3 avril

**PARIS**: Le groupe Louise-Michel organise la projection vidéo de «Zéro de Conduite» ou bien «La Marche sur Rome» (au choix), à 20 h 30 au 10, rue Robert-Planquette.

#### Samedi 4 avril

**LYON**: L'Union locale de la Fédération anarchiste vous invite à la projection du film «Roger et moi» suivie d'une discussion sur le capitalisme et ses conséquences à 15 heures à la librairie La Plume Noire (19, rue Pierre Blanc, 1<sup>er</sup>).

#### dimanche 5 avril

**SAINT-ETIENNE**: Le groupe «Les Asturies» de la Fédération anarchiste vous invite à la projection de la vidéo «Nestor Makhno, paysan d'Ukraine», à 15 heures à la Mauvaise graine, 2, rue Paillon.

#### vendredi 17 avril

**MONTPELLIER**: Le groupe «Un autre futur» organise un débat sur le thème «Papon ou la continuité de l'Etat» à 20 h 30 à l'Antre Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc (derrière la gare).